

Comment cultiver la terre à Bruxelles : entre héritages et nouveauautés ?

Comment cultiver la terre
à Bruxelles : entre héritages
et nouveautés?

- > Aujourd'hui, en dépit d'un discours qui promeut le retour de l'agriculture en ville, en dehors des surfaces reprises en zone agricole au PRAS, les terres cultivées continuent de disparaître à Bruxelles.
- > Cette disparition n'est pas le résultat « naturel » de l'urbanisation ou des politiques de densification, c'est avant tout résultat d'une conception marchande et techniciste de l'agriculture.
- > Cette conception a pour corollaire d'ignorer tout des pratiques agricoles mineures, intersticielles, urbaines, sans cesse renouvelées (potagers, jardins, cultures dérobées) qui existent depuis des décennies à Bruxelles (comme dans toutes les villes), mais n'ont jamais été enregistrées ou reconnues sous aucune forme (administrative, historique, planologique, économique, ...)
- > Le rapport renouvelé à la production alimentaire (qui doit nécessairement tenir compte de l'auto-production) et aux écologies urbaines ne peut faire l'impasse sur une reconnaissance de ces espaces, sur la nécessité de les maintenir, de les protéger en tant qu'espaces créateurs, réservoirs de possibles et de (nouvelles) alliances avec le vivant.
- > Le tension qui existe entre la nécessité de mettre des logements à disposition des personnes les plus précaires (qui sont de plus en plus nombreuses) et le maintien de terres à cultiver en ville ne peut être résolue par une opposition simpliste entre ces deux besoins. Les arbitrages et solutions doivent être construits à l'échelle de la Région et dans chaque situation en mettant tous les acteurs autour de la table.

L'agriculture urbaine est reconnue comme un champ spécifique d'attention par les Nations Unies depuis le Sommet de Rio de 1992. Depuis, la FAO en a fait un de ses fers de lance, surtout dans les pays du Sud. Cette préoccupation découle des constats alarmants sur les effets de l'agro-industrie sur les sols, la faune, la flore et la santé humaine mais aussi de l'accaparement et de l'urbanisation des terres sur la disponibilité des terres. Relocaliser une production agricole auto-productive et écologique dans les villes ou dans leurs alentours est devenu un enjeu majeur de la souveraineté alimentaire.

À Bruxelles, en 2016, dans un contexte de disparition continue des terres cultivées ou disponibles, de pollution historique des sols et de paupérisation de la population, l'administration de l'Environnement a elle aussi mis en œuvre un programme, dénommé Good Food, qui s'empare de ces questions. D'autres acteurs, économiques, s'inscrivent dans cet intérêt renouvelé pour l'agriculture urbaine.

La « relocalisation » de l'agriculture en ville ne peut cependant se concevoir uniquement à partir de l'expertise souvent survalorisée des bio-ingénieurs, des entrepreneurs du développement durable ou des architectes. Car l'agriculture en ville est bien plus qu'une affaire de techniques nouvelles et d'activités marchandes. Comme nous le démontrons, à Bruxelles (comme dans de nombreuses villes), l'agriculture, c'est avant tout, et depuis longtemps, une affaire d'héritages, de pratiques incorporées et imperceptibles, d'espaces ténus, d'attachements à des lieux, d'économies de la débrouille, de modes de vie, de savoirs transmis, d'inventions, d'observations, de relations avec le vivant, ... qui n'ont jamais vraiment été documentés et dont on n'a jamais pris la peine de reconnaître les potentiels. Penser et concevoir des politiques d'agriculture en ville passe donc aussi par une intégration des habitant.e.s, des acteurs de la société civile, et des chercheurs en sciences humaines et sociales.

Nous avons documenté la culture des terres à Bruxelles en menant des enquêtes à la fois sur l'histoire, les potentiels, les multiples dimensions qu'elle met en jeu et aussi sur les menaces qui pèsent sur elle. Ces enquêtes ont été menées à l'aide de méthodes qualitatives : dépouillement d'archives, analyse documentaire, compilation de matériaux visuels et d'enquêtes de terrain (immersion et participation in situ), comparaison avec d'autres villes. Ces enquêtes nous ont permis :

- > De retracer les grandes étapes historiques de l'érosion des pratiques agricoles à Bruxelles (qu'elles soient marchandes ou auto-productives), de mettre en évidence les grandes différences entre le redéploiement récent (et très modeste) des pratiques de culture et les périodes antérieures ;
- > De proposer un état des lieux des pratiques potagères auto-productives en Région bruxelloise et aussi des mécanismes qui les font disparaître ;
- > De mettre en évidence, à titre de facteur de cette disparition, le rôle ambigu joué par la reconnaissance de la pollution des sols, qui apparaît comme un véritable couperet pour les pratiques agricoles en ville. Il y a donc un enjeu majeur à revisiter les façons de concevoir et de traiter les (pollutions des) sols si on veut maintenir

des activités (auto-productives) agricoles en ville. Le cadre offert par la législation actuelle est insuffisant ;

- > De mettre en évidence la tension qui existe aujourd'hui entre construction de logements (sociaux/accessibles) et maintien des territoires cultivés et cultivables et la nécessité de les dépasser

Ces questions sont développées dans le livre « Terres des villes : enquêtes potagères de Bruxelles aux premières saisons du 21e siècle » (Ed. L'Éclat, 2018) sous forme de seize enquêtes qui problématisent, chacune selon un angle de vue différent, les obstacles rencontrés par les acteurs du terrain, passés ou présents, mais aussi l'inventivité déployée pour les dépasser. Ce livre offre ainsi de multiples prises aux acteurs qui veulent maintenir les terres cultivées en villes ou lutter pour donner un avenir à ces terres. Pour contribuer à transformer le regard sur les sols bruxellois, nous avons aussi réalisé trois dépliants consacrés à des lieux précis de l'espace bruxellois (Porte de Ninove, berges de la Senne à Anderlecht, Plateau Avijl à Uccle), qui ont été distribuées via le journal Bruxelles en Mouvements entre avril 2018 et janvier 2019. Ces cartes rendent compte des histoires et des écologies qui composent chaque site. Ces réalisations sont autant d'outils pour reposer la question de nos devenirs écologiques.

Méthodes, approches et résultats

Notre recherche a mis en évidence que la promotion actuelle de l'agriculture urbaine à Bruxelles tout comme la législation qui encadre la gestion de la pollution des sols ne permettent pas suffisamment aux pratiques agricoles existantes de se maintenir ni aux initiatives diverses de se déployer, particulièrement en matière d'autoproduction. Les politiques actuelles font la belle aux initiatives « high-tech » qui, malheureusement, ne sont pas orientées vers l'alimentation de la population en produits élémentaires mais vers des productions profitables, à haute valeur ajoutée. Il est donc important de penser des mécanismes de maintien des lieux où l'agriculture nourricière (auto-productive) est ou pourrait être pratiquée. Cela exige que cette question ne soit plus uniquement du ressort de l'administration de l'environnement mais mise en commun entre toutes les instances qui ont une compétence territoriale (économique, aménagement du territoire, logement, ...)

Conclusions

1.

Mettre en place des dispositifs protecteurs des terres cultivées à Bruxelles

Comme le montre l'enquête commanditée par Bruxelles-Environnement en 2018, les terres cultivées en ville continuent à disparaître ; le devenir écologique de Bruxelles est menacé. C'est pourquoi nous recommandons :

- > D'instaurer un moratoire sur la disparition des surfaces cultivées aujourd'hui identifiées à Bruxelles, de continuer à inventorier ces terres et de renforcer les réseaux d'acteurs concernés tels que le Forum des jardiniers.
- > Le cas échéant, de veiller à se saisir du droit de préemption sur les terres agricoles actuellement classées au PRAS et d'en assurer la mise en exploitation au bénéfice des Bruxellois.es dans une perspective d'agroécologie.

> D'inscrire la culture des terres dans les outils planologiques et de placer la protection des terres cultivées (jardins collectifs, potagers, friches ferroviaires, ...) à l'agenda de l'ensemble du gouvernement et des administrations publiques (et pas seulement à l'agenda de Bruxelles-Environnement).

- > De mettre autour de la table, les défenseurs du droit au logement, les potagistes et les acteurs de l'agriculture urbaine. La Région devrait soutenir (y compris par un financement) ce processus et, dans une approche bottom-up, s'inspirer des propositions qui en sortiront pour une protection et une création simultanée de logement social et de potagers à l'échelle du territoire régional.
- > De créer un observatoire du foncier à Bruxelles qui puisse veiller sur et soutenir ces recommandations.

Recommandations politiques

2.

Reconnaître la contribution des espaces cultivés à la gestion écologique du territoire de la Région, avec pour principe de conduite : « faire avec l'existant » (y compris sur des sols déconsidérés), et « promouvoir le savoir-faire in situ », le savoir-faire distribué parmi tous les acteurs concernés par une ou des terres cultivées. Concrètement, nous recommandons :

- › La mise en place d'expériences pilotes qui permettraient non seulement de mettre à l'épreuve mais aussi d'enrichir le guide pratique d'analyse des sols pour cultiver en ville (mis en ligne en mars 2018) c'est-à-dire d'y intégrer des savoir-faire et de l'expertise profanes.
- › La révision des ordonnances « sols » de la Région qui donnent un cadre au traitement de la pollution et à l'assainissement des sols (2009, 2017), en y intégrant les pratiques agricoles comme manières de soigner in situ et de garder en place les sols de la Région.
- › La mise en place de dispositifs pour les collectifs d'habitants qui chercheraient à mener des expériences sur les sols,

en leur offrant ainsi un cadre soutenant. De manière générale, tout dispositif rassemblant habitants.e.s, scientifiques et administrations autour d'expériences de cultures de la terre doit être soutenu et favorisé.

- › Dans ces territoires pilotes, la question du risque acceptable doit être débattue et des protocoles d'action à moyen et long terme doivent être établis.

3.

Les solutions technologiques ne sont pas les seuls horizons.

À la lumière de ces différentes propositions, nous plaçons pour une approche où l'option technologique (par exemple, l'agriculture sur toit avec production de denrées à haute valeur ajoutée qui ne nourriront pas la population) ne soit pas celle qui s'impose comme le seul ni même le premier horizon désirable car elle rejoue le geste moderne et occidental du déliement du sort des humains d'avec ce qui les entoure et une propension à ne penser le monde qu'en termes de valeurs marchandes. Notre recherche le montre, le devenir écologique de Bruxelles requiert qu'on déplace la focale ici et maintenant.

Notre livre et cartes-dépliants

Livia Cahn, Chloé Deligne, Noémie Pons-Rotbardt, Nicolas Prignot, Alexis Zimmer, Benedikte Zitouni, *Terres des villes. Enquêtes potagères de Bruxelles aux premières saisons du 21^e siècle*, Éditions L'Éclat, Paris, 2018. Disponible dans les bonnes librairies mais aussi consultable en ligne : <http://www.lyber-eclat.net/lyber/terres-des-villes/>

Nicolas Prignot, *Le Plateau Avijl : un cœur de terre(s), Bruxelles en Mouvements*, 298, janvier/février 2019, p. 23.

Livia Cahn et Noémie Pons-Rotbardt, *Derrière la ville productive, le Jardin de la Senne, Bruxelles en Mouvements*, 296, mars/avril 2018, pp. 12-13.

Livia Cahn et Noémie Pons-Rotbardt, *Porte de Ninove en chantier, Bruxelles en Mouvements*, 294, septembre/octobre 2018, pp. 12-13.

Auteurs et projet

L'équipe qui a mené le projet « Un nouvel hinterland? Histoire, pratiques et espaces de l'agriculture urbaine à Bruxelles » était dirigée par Chloé Deligne (historienne, ULB) et Benedikte Zitouni (sociologue, USL-B). Elle était composée de Livia Cahn, anthropologue, Noémie Pons-Rotbardt, architecte-paysagiste et Nicolas Prigont, philosophe des sciences. Les enquêtes menées dans le cadre du projet ont été réunies et publiées dans un ouvrage remarqué (Terres des Villes. Enquêtes potagères de Bruxelles aux premières saisons du 21e siècle). Alexis Zimmer, historien des sciences a contribué à l'une des enquêtes, tandis que les aspects graphiques des travaux consacrés aux sols de Bruxelles dans la seconde phase du projet ont été confiées à Elise Debouny.

Personne de contact

cdeligne@ulb.ac.be
benedikte.zitouni@usaintlouis.be